

Supplément de Courrier International Juillet 2011

La Grèce est la pointe de l'iceberg de la crise de l'Europe impérialiste

Les événements récents en Grèce sont un avant-goût et une menace de ce qui pourrait arriver dans toute l'Union européenne (UE) en raison de la crise économique internationale commencée en 2007. Bien que l'épicentre de la crise se situait initialement aux Etats-Unis, l'UE a sans aucun doute été le pôle impérialiste le plus affecté par la crise qui met à l'épreuve toutes ses contradictions.

Les objectifs de la création de l'UE

L'UE est née dans la décennie de 1990, à travers divers traités internationaux, comme continuation et approfondissement de la Communauté Economique Européenne (CEE), créée en 1957. Elle comprend actuellement 27 pays. En son sein a été créée en 2000 la dénommée « zone euro » : 17 pays qui ont adopté l'euro comme monnaie commune contrôlée par la Banque Centrale Européenne (BCE).

L'UE, loin d'être une « union égalitaire de pays » qui devait permettre « le progrès et le bien-être de ses peuples », s'est constituée en réalité avec deux objectifs très clairs. Le premier était de défendre un « espace impérialiste européen » contre les Etats-Unis. Le deuxième, associé au premier, était de coordonner les forces de ces bourgeoisies impérialistes pour attaquer et commencer à liquider les acquis sociaux du dénommé Etat-providence, obtenus par les travailleurs européens après la Seconde Guerre mondiale, quand les capitalistes ont été contraints de faire des concessions majeures, face au risque de tout perdre avec la révolution socialiste qui avançait de l'Est.

Une union d'inégaux

Dans l'UE et dans la zone euro se sont réunis des pays avec un développement économique et productif très inégal (par exemple, l'Allemagne et la Grèce). En ce sens, les grands bénéficiaires ont été les grandes puissances (l'Allemagne et la France), en particulier leurs grandes entreprises et banques qui pouvaient déployer leurs affaires et investissements sans contraintes majeures.

Les pays plus faibles, comme le Portugal, l'Irlande, la Grèce et même l'Espagne, ont subi un processus important de désindustrialisation (avec la disparition ou la réduction extrême de branches telles que l'acier ou la construction navale), de réduction des secteurs « non concurrentiels » de l'agriculture (qui en réalité ont dû rivaliser avec les énormes subventions aux agriculteurs en Allemagne ou en France) et de pénétration et domination croissante de leurs marchés bancaires et financiers.

Durant la dernière période de boom économique mondial (2002-2007), ce développement différencié a été masqué par les recettes que les pays les plus faibles ont perçus pour le tourisme, le commerce et les transports, et par le développement de la construction. Le circuit de revenus-dépenses en euros accumulait des contradictions mais se maintenait toujours « en équilibre ». L'économie de l'Etat espagnol jouissait même d'une expansion et d'une forte croissance, grâce au rendement de ses investissements en Amérique latine. Mais la crise a interrompu ce circuit, fictif en grande partie, et les contradictions se sont étalées au grand jour.

Cette relation de domination, des pays impérialistes les plus faibles par les plus forts, n'est pas nouvelle dans l'histoire. Dans son célèbre ouvrage sur *l'Impérialisme*, Lénine a déjà souligné, par exemple, que le Portugal était en même temps une puissance coloniale et un pays totalement dépendant de l'Angleterre. La création de l'Union européenne et de la zone euro a approfondi ce type de relations qui maintenant, avec la crise, arrivent à de nouvelles limites.

La crise des dettes publiques

La crise économique internationale a touché l'économie européenne dans son ensemble et a diminué les revenus en euros des pays les plus faibles. Les Etats ont commencé à sur-emprunter, que ce soit pour aider directement les banques ou pour faire face au paiement des dettes publiques qui ont augmenté rapidement lors de chaque refinancement à cause du coût de l'intérêt grandissant chaque fois, dans la mesure où la qualification des créances s'aggravait. (Les obligations grecques et irlandaises sont considérés maintenant comme « junk », le point le plus bas de l'échelle).

Cela a conduit à des situations de « défaut de paiement », à savoir, l'incapacité des Etats à répondre de leurs dettes, et par la suite, à la nécessité de « paquets d'aide » de l'UE et du FMI pour couvrir ces « soldes en rouge » et éviter la faillite. En retour, il y a eu l'exigence de plans d'ajustement très durs et continus qui réduisent les salaires et les pensions de retraite, augmentent les impôts sur la population, attaquent la santé et l'éducation publiques, imposent les privatisations, et ainsi de suite. En réponse, la lutte des peuples contre de telles mesures commence, ce qui accentue encore l'« instabilité » pour la bourgeoisie.

La seconde crise de l'euro

La crise grecque et son évolution est un processus qui n'affecte pas uniquement ce pays. Ce n'est même pas une crise qui est confinée aux pays PIG (Portugal, Irlande, Grèce). En analysant la crise grecque, l'hebdomadaire britannique *The Economist* définit une « deuxième vague de crise de l'euro » depuis 2008, car la Grèce n'est que la partie la plus visible d'une crise continentale. En Grèce, et dans la façon de résoudre la situation dans ce pays, se joue le sort d'une construction (le système euro) qui a exigé plus de 50 ans de travail pour la bourgeoisie impérialiste européenne.

Il s'agit d'une « crise européenne » pour trois raisons. La première est la rigidité de l'ensemble du système monétaire. L'existence d'une monnaie et autorité internationale communes fait que les pays membres de la zone euro ne peuvent pas avoir une politique monétaire capitaliste propre (telle qu'une forte dévaluation de la monnaie nationale) sans rompre avec l'euro. A son tour, toutes les mesures « anti-crise » de l'autorité monétaire européenne représentent, en fait, une « intervention » et une « imposition » sur les pays concernés. En même temps, la crise dans un pays membre, même un petit, devient dans la pratique une crise de l'euro dans son ensemble.

Deuxièmement, le système bancaire grec est aujourd'hui largement contrôlé par des capitaux étrangers, principalement allemands et, en second lieu, français et américains. En d'autres termes, une défaillance de l'Etat et du système financier grecs (comme en Argentine en 2001) aurait des conséquences très graves sur tout le système financier européen et mondial.

Troisièmement, bien que la chaîne impérialiste menace de se couper dans le maillon le plus mince (les PIG), la crise financière et économique a également pénétré très profondément des pays plus grands comme l'Espagne (considéré comme la limite

de la « taille » que l'UE pourrait « aider ») et l'Italie (qui vient de subir une attaque spéculative à laquelle le gouvernement Berlusconi a répondu en votant un plan d'ajustement très dur, en accord et en unité totale avec l'opposition au parlement). Même des puissances beaucoup plus fortes, comme la Grande-Bretagne et la France, sont obligées de mettre en œuvre des plans « d'austérité ». Si la chaîne de l'UE et de l'euro se rompt en Grèce, « l'effet domino » vers d'autres « maillons » pourrait être très rapide. Et comme disait un ancien Prix Nobel d'économie, Paul Krugman, des Etats-Unis, la chute de l'euro serait « une catastrophe » pour l'économie et les finances du monde entier.

Le Pacte de l'euro

Mais les bourgeoisies européennes, en particulier celles de l'Allemagne et de la France, sont prêtes à défendre jusqu'à la fin l'euro et son espace impérialiste, à leur profit. Le 27 juin a été ratifié à Bruxelles (siège de l'UE) le dénommé « *Pacte de l'euro* », un texte signé par 17 chefs de gouvernement de la zone euro pour « *répondre à la crise et accroître la compétitivité de l'Europe* ».

Mais pour ce faire, ces bourgeoisies seront contraintes d'avancer décidément à deux égards. D'une part, l'asservissement des pays les plus faibles en imposant -en échange d'une « aide » financière - des mesures et des conditions de contrôle similaires à celles des pays d'Amérique latine dans les années 1980 et 1990. Par exemple, le président de l'Euro-groupe, Jean-Claude Juncker, a déclaré explicitement que la Grèce aura sa souveraineté « extrêmement limitée » suite au plan d'ajustement approuvé pour débloquer les fonds de l'UE et le FMI.

Deuxièmement, elles devront attaquer de plus en plus frontalement et sans médiation, les conquêtes, les conditions de vie et les droits des travailleurs. A cet égard, la Grèce est le fer de lance des programmes d'ajustement qui s'appliquent sur tout le continent. Actuellement, le système capitaliste impérialiste ne peut déjà plus garantir le maintien du moindre de ces acquis (conventions salariales, conditions de travail, pensions de retraite décentes, santé et éducation publiques de qualité, etc.). Il doit les détruire pour défendre ses profits et décharger le coût de la crise sur le dos des travailleurs et du peuple.

Les contradictions inter-impérialistes

Les banques, doublement responsable de la situation actuelle, sont ceux qui exigent, particulièrement, des sacrifices des pays faibles et des peuples de l'Europe dans son ensemble. Mais cela commence à provoquer des divisions au sein des bourgeoisies impérialistes européennes.

Alors que le sommet de l'UE et de la BCE défendent la position des banques, la chancelière allemande Angela Merkel a présenté la position que les banques assument une partie du coût des paquets « d'aide » (finalement destinés à « les sauver ») et donc de réduire un peu l'impact populaire. Merkel exprime sûrement une double pression : celle de la bourgeoisie industrielle en Allemagne, qui veut éviter une nouvelle récession et veut faciliter les exportations, et celle de l'électorat allemand, qui s'oppose à que son Etat contribue à des fonds pour ces programmes d'aide. En même temps, elle craint les réactions populaires que ces paquets « sauvages » peuvent causer. Les gouvernements de la France et de l'Espagne se sont alignés sur les positions plus dures de la BCE et reflètent probablement l'implication étroite de leurs grandes banques avec les dettes des PIG. En tout cas, ces divisions ajoutent encore plus d'instabilité à une situation déjà explosive.

La crise s'accélère

Les bourgeoisies des pays plus faibles, comme la Grèce, sont prêtes à courber l'échine, afin de défendre les miettes qu'elles reçoivent de l'exploitation des travailleurs, même si cela représente un net recul de leur pays et l'obligation de décharger des attaques brutales contre leurs travailleurs et leurs peuples.

Aucun pays européen n'est bien placé pour « aider » un autre. Derrière la poudrière grecque se trouvent, dans la queue, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre... Ils ont déjà épuisé toutes les munitions de soutien de l'Etat en 2008-2009. Les Etats-Unis eux-mêmes subissent leur propre crise économique et politique, et le risque de défaut de paiement... quelque chose d'inimaginable dans le passé.

Mais si les bourgeoisies acceptent de courber l'échine, les travailleurs et le peuple ne semblent pas disposés à le faire. Dans le cas grec, la résistance date de plus de deux ans et prend un caractère héroïque : plus d'une douzaine de grèves générales auxquelles s'est ajoutée désormais l'occupation des Places, suivant le style égyptien ou espagnol.

Si les travailleurs et le peuple grec sont à l'avant-garde, il est clair que la résistance commence à se propager à travers le continent. Il y a la lutte des travailleurs et de la jeunesse en France contre Sarkozy l'année dernière ; les manifestations de la « Geração à rasca » (génération perdue) au Portugal ; les indignés en Espagne ; la puissante grève générale des fonctionnaires et des enseignants en Angleterre...

Ces luttes provoquent usure et crise des gouvernements qui exécutent les plans, qu'ils soient de droite ou de « gauche ». Et dans la mesure où la lutte continue, ce sont les régimes eux-mêmes qui commencent à entrer en crise, après avoir épuisé les médiations politiques qui cherchent à la détourner et à la freiner. En Grèce, l'usure du gouvernement social-démocrate du Pasok s'accélère, sans que la droite (Nouvelle Démocratie) puisse se remettre de sa défaite électorale en 2009. Et les députés des deux parties ont dû être protégés par des cordons de policiers pour voter ensemble au Parlement les mesures du dernier paquet. C'est aussi une usure de régimes qui se manifeste quand les jeunes du Portugal et de l'Espagne exigent une « démocratie réelle » et dénoncent le profond lien de ces régimes politiques et de leurs partis avec leurs bourgeoisies impérialistes.

Il y a des inégalités. La situation n'est pas la même en Grèce qu'en Allemagne, où le prolétariat le plus puissant d'Europe n'est pas encore entré en scène avec force, même s'il y a eu de grandes manifestations contre les centrales nucléaires, et que le gouvernement Merkel subit aussi les conséquences de la crise en Europe avec la chute de son prestige politique.

En d'autres termes, les bourgeoisies européennes doivent appliquer les pires plans d'ajustement et exécuter les attaques les plus dures depuis des décennies contre leurs travailleurs et leurs peuples, et cela non dans un cadre de tranquillité, mais avec une forte résistance et une crise politique croissante où elles s'enlisent, même si elles parviennent à faire voter ces paquets au parlement, réalimentant la crise économique continentale et internationale.

Quelle est l'issue ?

Malgré une résistance de plus en plus forte contre les plans d'ajustement, en particulier en Grèce, les travailleurs et les jeunes européens ne perçoivent pas une issue à la crise. Il en est ainsi parce que les directions politiques et les directions syndicales bureaucratiques des travailleurs, même quand elles sont forcées d'appeler à des grèves

générales et des manifestations, empêchent la mise en oeuvre de vrais plans de lutte, qui non seulement combattraient les plans d'ajustement mais qui pourraient aussi vaincre les gouvernements qui les appliquent, dans la perspective d'imposer des gouvernements ouvriers et populaires avec des programmes au service des travailleurs et du peuple, et non au service des banquiers et des monopoles. En même temps, ces directions divisent les luttes, pays par pays, alors qu'elles sont dirigées contre un ennemi commun, l'UE et ses politiques ; de cette façon ils affaiblissent les luttes.

Cette politique des directions majoritaires des travailleurs a un cadre de fond : la défense de l'UE et la zone euro. Cette position est partagée par d'autres courants situés plus à gauche, comme le Bloc des gauches (BE) au Portugal, pour lequel il s'agit de créer au sein de l'UE « *des alternatives pour une politique de création d'emplois et de décision démocratique contre la spéculation financière* » et d'élaborer « *un programme viable de luttes* » pour « *une nouvelle architecture de l'UE* ». En d'autres termes, il s'agit de « réformer » l'UE pour la rendre « plus humaine ».

Toutes ces tendances se rangent derrière leurs bourgeoisies impérialistes, parce qu'ils disent aux ouvriers, ouvertement ou implicitement, que si les plans d'ajustement et leurs conséquences sont un « médicament amer », il serait bien pire de quitter l'UE ou d'abandonner l'euro.

La crise capitaliste a forcé l'UE à montrer son vrai visage d'une construction au service de l'impérialisme allemand (et à ses côtés, le français), au profit de leurs banques et multinationales, en soumettant étroitement à la vassalité des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, et en attaquant fortement les travailleurs du continent. Il n'y a aujourd'hui plus de marges pour l'habillage démagogique du « modèle social européen », ni pour des « jeux démocratiques » sur qui va décider les plans d'ajustement, sur où ils vont être décidés. Il n'y a aucune possibilité de « réformer » l'UE pour la rendre « plus humaine », tout comme il n'existe aucun moyen de le faire avec le capitalisme impérialiste dans son ensemble.

Par conséquent, la Grèce, le Portugal et l'Irlande ne peuvent être sauvés de la catastrophe que s'ils déclarent la non-reconnaissance de leur dette publique, rompent avec l'UE et adoptent des mesures drastiques telles que l'expropriation des banques, la nationalisation des industries stratégiques sous contrôle ouvrier, l'échelle mobile des heures de travail pour que tous travaillent, et l'établissement du monopole du commerce extérieur. C'est un programme qui sera également à l'ordre du jour, dans un futur de plus en plus proche, pour d'autres pays, comme l'Espagne et l'Italie.

Avec la LIT-QI, nous sommes pleinement conscients que les problèmes de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande n'auront pas de solution isolément. Par conséquent, notre proposition ne signifie pas un retour à l'isolement « national » capitaliste d'antan, ni à ses monnaies, tel que proposé par différents courants d'extrême droite dans le continent.

A l'Europe du capital, représentée par l'UE et la zone euro, notre proposition oppose la lutte de l'ensemble des travailleurs du continent pour obtenir **leur propre unité sur base d'une issue ouvrière et populaire**, dans la perspective de la construction des *Etats-Unis Socialistes d'Europe*.

C'est une tâche énorme mais essentielle qui doit d'urgence être accompagnée, dans le processus vivant de la lutte, de l'émergence et la construction de nouvelles directions syndicales et politiques, basées sur l'indépendance de classe du mouvement ouvrier par rapport à toutes les variantes de la bourgeoisie et ses gouvernements.